Qu'est-ce que la conscientisation?

Raymond Debord

Version rédigée d'un exposé présenté en juin 2004 sur la base du document "la conscientisation" édité par le **Collectif québécois de conscientisation**

Définition de la conscientisation : "Processus d'apprentissage et d'interinfluence entre des groupes de personnes de la classe populaire, immergées dans des situations d'exploitation, de domination et d'aliénation, et des intervenantes et intervenants intérieurs ou extérieurs à la classe populaire, interpellés par ces situations et visant à les changer dans une interaction dialectique avec un processus plus global de transformation politique de la société" (Collectif de conscientisation).

Cette définition, au style reconnaissons-le assez lourd, exprime bien l'originalité de la démarche à laquelle nous participons et qui opère une double rupture : 1° rupture avec une compréhension du changement social comme relevant principalement de la lutte des idées ; 2° rupture avec la défense des intérêts populaires privée de débouché en terme de changement.

Si l'homme n'est pas le "Sujet" avec un grand "S" de l'histoire (ni d'ailleurs le Prolétariat avec un grand "P") il est *un* sujet, un acteur *dans* l'histoire qui est celle de la lutte des classes (1). Le point de départ de la méthode de la conscientisation est la prise en compte de ce principe, de cette <u>situation</u>. Sauf à prétendre faire le bonheur des gens malgré eux, une pratique militante doit partir de l'action pour que chacun de ceux qui souffrent s'engagent dans l'action.

Comment imaginer un processus de lutte et de libération dont les principaux intéressés seraient quasiment exclus ? C'est pourtant la pratique quotidienne de nombre de lourdes bureaucraties associatives, syndicales ou politiques qui confient aux dirigeants la définition des orientations et à la base le collage des affiches... Ce qu'on appelait au début du XXe siècle "la politique des chefs". Celle-ci est strictement antinomique de la pratique conscientisante dont le point de départ est la prise de parole par les personnes exploitées ou opprimées.

On ne se libère pas seulement avec des idées, mais en posant des actes qui eux mêmes contribueront à modifier les consciences. On ne se libère pas seulement en définissant un projet pour une société meilleure, mais en cherchant des réponses immédiates aux questions immédiates. A la différence d'une minorité infime d'intellectuels ou de gens passionnés à titre personnel par la politique, la philosophie (catégorie dans laquelle peut se reconnaître l'auteur) la masse des gens

ne fait le choix du changement que si elle y est<u>contrainte</u> par sa situation personnelle et y voit le moyen tangible de la changer.

Adopter la démarche conscientisante c'est faire le choix d'intervenir dans le réel pour provoquer une intersection entre des questions sociales appelant des réponses immédiates et une perspective générale dont les grands traits nous sont enseignés par l'expérience (à commencer par celle des masses elles-mêmes).

Il faudrait naturellement se garder de toute impression tendant à réduire la conscientisation à l'inculcation de quelque chose, séparant les gens entre "conscients" et "inconscients", faute de quoi on risquerait de retomber dans une pédagogie "descendante" : la conscientisation n'a ni commencement ni fin.

Mais cela ne signifie pas que nous n'ayons pas à porter quelques jugements et tenter d'opérer quelques classifications au regard du point qui est le nôtre : celui d'un groupe, d'une fraction du mouvement social et du mouvement historique du salariat ayant une expérience et une grille d'analyse spécifique liée à celle-ci.

On ne peut pas agir sans savoir pour commencer à qui on s'adresse. Ceci peut paraître d'une grande banalité et pourtant qui s'en préoccupe réellement ?

Lors de la manifestation du 1er mai 2004, j'ai été frappé par un tract co-signé par plusieurs petits groupes se voulant révolutionnaires (par ailleurs amis de l'Association populaire d'entraide). Je ne discuterais pas ici du fond de ce qui était exposé mais de la forme qui constitue un assez bon contre-exemple par rapport à la méthode que nous préconisons. Ce tract était d'abord un véritable "casse croûte" contenant plusieurs milliers de signes serrés recto-verso et sans place pour la moindre illustration. Ensuite il critiquait les organisations d'extrême-gauche en s'adressant à leurs électeurs, si ce n'est à leurs adhérents. Pourtant, il était diffusé à des dizaines de milliers de travailleurs, généralement syndiqués, dont on peut penser que moins de 10 % étaient concernés d'une manière ou d'une autre par le débat...

Se préoccuper de savoir à qui on s'adresse implique donc une typologie, dont Colette Humbert nous propose une approche que nous reprendrons dans les grandes lignes (2).

LES QUATRE NIVEAUX DE CONSCIENCE	
CONSCIENCE SOUMISE	- fatalisme, résignation, sentiment de culpabilité - soumission au jeu de forces perçues comme irrationnelles - intégration passive dans l'ordre social établi - traditionalisme - non-perception des rapports dialectiques entre la nature et l'homme, la culture et l'homme, l'histoire et l'homme.
CONSCIENCE PRE-CRITIQUE	 émergence comme sujet insatisfaction du statu quo ressentiment confus et global contre les privilégiés passage d'une solidarité familiale ou communautaire à une solidarité plus large Remise de ses intérêts à de nouveaux notables, à de nouvelles autorités
INTEGRATRICE (ou "réformiste" comme l'a nommée une camarade de	 volonté de déterminer son propre devenir volonté de compter sur ses propres forces et ses potentialités passage à une solidarité socioprofessionnelle d'intérêts (syndicalisme) passage du "perçu" à l'analyse volonté de se poser en partenaire des pouvoirs dominants acceptation des structures hiérarchiques autoritaires, du fonctionnement institutionnel
CONSCIENCE CRITIQUE LIBERATRICE	- clarification de sa propre position socio-politique, en particulier chez les membres de la petite-bourgeoisie ou de l'appareil d'encadrement capitaliste - recherche de nouvelles relations interpersonnelles et de nouveaux rapports sociaux - dialectique permanente action/réflexion/action

Pour le militant utilisant la méthode de la conscientisation, l'action collective (but recherché à court terme) ne peut exister sans qu'on parte de l'individuel, du personnel, et qu'on lui laisse toute sa place. Ceci vaut pour le public visé mais aussi pour les animateurs. Un camarade de l'association se plaignait récemment que "chacun fasse ce qu'il veut" en son sein. C'est un fait qu'une bonne organisation et une discipline élémentaire sont nécessaires. On peut même dire que plus les tensions sociales vont s'intensifier et plus l'affrontement avec le pouvoir s'intensifiera, plus la discipline sera nécessaire. Pour autant, est-il possible de construire à froid une organisation populaire, donc une organisation à vocation de masse, sans laisser à chacun le plus de place possible pour l'expression de ses talents, de ses envies, etc ? Ce n'est pas possible.

L'élitisme n'est pas la solution et les pratiques activistes comme les logiques sectaires ne conduisent qu'à l'affaiblissement et à l'exclusion de l'organisation populaire elle-même de ses membres les plus opprimés. La question de la place des femmes est de ce point de vue particulièrement révélatrice. Plus vous vous éloignez du concret, du social pour aller vers l'abstrait, le politique au sens politicien, et moins vous avez de femmes ! Est-ce que parce que les femmes sont plus "aliénées" que les hommes ? Non : c'est parce que les hommes sont plus aliénés que les femmes ! Et que les femmes se reconnaissent moins que les hommes dans un certain mode de débat, dans certains goûts pour le pouvoir, etc. Quant aux normes organisationnelles, c'est limpide : plus vous les durcissez plus vous éliminez mécaniquement les femmes (mais aussi les ouvriers, les gens en charge de famille etc).

L'organisation se doit donc d'être un collectif agréable, de dispenser un accueil chaleureux. Elle se doit de favoriser les échanges informels entre ses membres (constitutifs de démocratie et de formation) et de permettre à chacun de trouver sa place, en s'adaptant de manière volontaristes aux différents niveaux de conscience et aux différentes aspirations de ses membres. Elle ne doit pas hésiter à créer des moments d'échanges récréatifs ou festifs.

Dans la période récente, les sociologues de toutes tendances ont écrit des milliers de pages sur le délitement du lien social dans les quartiers, la disparition des anciennes solidarités ouvrières, etc. D'autres intellectuels ont glosé sur le recul voire la disparition de la conscience de classe, donc des formes de représentation collective du monde. Que faisons-nous quand nous organisons une initiative conviviale comme la journée à la mer annuelle, si ce n'est agir concrètement sur ces questions ? On le voit très bien à la lecture des commentaires des participants, en particulier d'une amie qui dit "j'ai senti qu'on était une seule famille" (3). A partir d'une simple sortie, l'association agit pour re-composer un groupe sur des bases nouvelles. Ce faisant elle contribue (à une échelle certes moléculaire) à tisser du lien entre des gens qui

pour partager la même situation socio-économique n'en sont pas moins renvoyés à l'isolement et à la solitude par le système.



L'affaiblissement des organisations politiques et syndicales, des associations, place les militants dans une situation relativement inédite : celle d'avoir à reconstruire des organisations de masse à partir de la base. Pour ce faire, il ne suffit pas d'avoir de bonnes "idées" ou un bon "programme" mais aussi une orientation et des méthodes d'action adaptées.

Il faut en premier lieu prendre en compte les caractéristiques socio-culturelles du public auquel on s'adresse. Il s'agit là d'un point essentiel, sur lequel l'expérience manque encore cruellement. Prenons quelques exemples tirés de la pratique de l'association. Le premier concerne le bulletin Militant. Nous éditons un bulletin, des brochures, des tracts. Les uns comme les autres sont conçus de manière à prendre en compte le niveau de conscience des gens auxquels ils s'adressent. Pour autant, nous avons dans l'association ou à sa périphérie des gens qui ne savent pas lire le Français, voire pas lire du tout. De fait, ils sont très peu pris en compte. Le faire serait de s'appuyer de manière plus explicite sur l'oralité et utiliser des outils adaptés (cassettes audio ou vidéo, etc.). Quand une camarade nous fait part de son intention de faire de l'alphabétisation dans un foyer et nous demande si c'est assez "politique", la réponse immédiate est "oui, bien sûr, c'est très politique". Il y a un rapport direct entre la volonté d'organiser les gens et la mise en place d'outils leur permettant de mieux se situer dans la société, d'accéder à la langue française, à l'écrit, etc. Dans un autre registre, il est strictement impossible de faire abstraction de la religion des gens, par exemple de la religion musulmane dans les milieux qui nous intéressent. Il suffit d'observer la chute de la participation aux réunions dans les périodes de Ramadan pour le constater. On pourrait en dire autant de la "trève des confiseurs" entre Noël et le jour de l'an pour une autre catégorie du public. Voici une réalité à laquelle on ne peut se soustraire. Mais prendre en compte la culture, ou la religion, va bien au delà de simples ajustements "techniques". Il s'agit d'identifier les éléments qui peuvent servir de point d'appui pour notre action (refus de la spéculation dans l'Islam, etc).

Travailler avec les masses impose de ne pas laisser les gens expérimentés monopoliser le débat. C'est là un point crucial qui mérite toute notre attention. Non seulement les militants chevronnés sont trop bavards (à commencer par l'auteur de ces lignes...) mais il ne suffit pas qu'ils se taisent pour que le silence soit brisé par l'émergence d'une parole de "la base". Ce serait simple mais ce n'est pas comme çà que se passent les choses : la parole des "sans-voix" ne s'impose pas d'elle même : elle se suscite par divers moyens. Et elle ne fait pas sens d'elle-même : elle ne fait sens que si elle est interprétée collectivement par le groupe, si les idées sont

analysées et systématisées. Ce point essentiel fera l'objet du second exposé de ce cycle.

En tout état de cause, un militant expérimenté ne doit pas confondre une réunion populaire avec une arène parlementaire ou celle d'un groupe avant-gardiste. Son problème principal n'est <u>pas</u> de faire valoir coûte que coûte son point de vue (aussi juste soit-il) mais de faire participer les gens et d'être en mesure de comprendre ce qu'ils veulent dire, au delà même des mots qu'ils formulent.

Alors que la méthode "descendante" ou "propagandiste" consiste à partir du général (des théorisations sur l'état du monde, les mesures à prendre etc) pour aller à la rencontre des gens, la conscientisation par du particulier pour aller vers le général. Elle part d'une problématique individuelle, locale ou sectorielle pour aller chercher les causes derrière les faits et dégager des perspectives globales.

C'est à partir des problématiques concrètes qu'elle rencontre que l'organisation populaire établit sa stratégie et ses tactiques, repère des alliés et construit des fronts communs. Ce processus est parallèle à la réflexion sur l'origine des difficultés rencontrées et l'élargissement des horizons des participants. Dans ce processus, la rencontre avec d'autres militants, les voyages etc peuvent jouer un rôle important.

Nous avons parlé plus haut de l'importance du fait culturel. Ceci vaut aussi au niveau inter-personnel et dans les relations de l'animateur avec un groupe, surtout s'il ne partage pas la même culture. Un Français militant avec des Maliens ne s'en sortira pas s'il ne comprend pas le rapport très différent au temps qu'ont les Africains. Il ne comprendra pas non plus comment l'importation d'un système "tribal" surdétermine le comportement de tous les membres du groupe, par exemple chez les résidents des foyers.

Le militant n'est pas quelqu'un qui adopte la posture du missionnaire. C'est quelqu'un qui, voulant changer les gens, est d'abord prêt à se changer soi-même. Il en découle naturellement des tâches individuelles et collectives :

"Le groupe intervenant doit mettre à jour ses propres aliénations, car la pédagogie de la conscientisation s'adresse tout autant aux conscientiseurs qu'à la population concernée. Il s'agit pour eux, ni plus ni moins, en se mettant aux côtés des classes populaires, de travailler à leur propre libération. C'est ainsi seulement qu'ils pourront sortir du paternalisme et de la mauvaise conscience, signes d'une position sociale ambigüe entre l'aménagement du système et la lutte avec les opprimés" (Colette Humbert).

L'objet du changement social n'est <u>pas</u> la simple amélioration des conditions de vie des plus démunis. Il est la modification des rapports sociaux dans leur ensemble et

l'abolition de toutes les distinctions de classe. Dans ce sens, le changement ne concerne pas que les groupes défavorisés mais l'ensemble des gens, y compris ceux qui peuvent être perçus (ou se percevoir) comme relativement "privilégiés" par rapport à d'autres.

Quand nous disons que "seul le prolétariat ira jusqu'au bout" dans la lutte cela veut dire qu'il est la seule classe sociale qui, en tant que telle, n'ait rien à perdre mais au contraire tout à gagner au changement et à l'abolition du salariat. Cela ne veut nullement dire que l'on prête au prolétaire, à fortiori s'il s'agit du prolétaire individuel, des vertus particulières par rapport au reste des gens.

En participant au mouvement social, un intellectuel ou un cadre peut non seulement oeuvrer pour les autres mais aussi pour lui-même : seule une société débarrassée de l'exploitation capitaliste permettra de mettre fin à la marchandisation des relations humaines et à <u>toutes</u> les oppressions.

Mais une personne participant si ce n'est de la classe dominante mais au moins de l'encadrement du système doit impérativement clarifier sa propre position pour prendre place dans la lutte prolétarienne. Faute de quoi le risque est que des couches sociales "intermédiaires" défendent leurs propres intérêts particuliers tout en prétendant parler au nom des couches populaires voire en se parant des couleurs du "socialisme" etc. Ce danger n'est pas virtuel : agir ainsi a été la pratique dominante des partis et organisations développant une idéologie étatiste des années 1930 à aujourd'hui.

Toute ambiguïté sur la position de chacun étant levée, il n'est nullement question de demander aux gens d'abandonner leur position sociale. La société dont nous voulons n'a rien à voir avec le nivellement par le bas et il n'est pas question de prêcher une idéologie néo-religieuse qui demanderait à ceux qui ont eu la chance d'avoir un salaire convenable ou un métier intéressant de "se faire pauvre parmi les pauvres". Chacun entre donc dans l'action avec son passé et ses propres contradictions, mais en poursuivant un but commun.

L'animation d'une organisation populaire importe de rompre avec l'impressionnisme pour mettre en oeuvre des outils permettant une analyse rationnelle du public visé et des phénomènes sociaux ou idéologiques. De ce point de vue le complément indispensable de la conscientisation est l'enquête (4).

Cherchant non pas à endoctriner mais à mettre des expériences en partage, l'animateur aura grand soin d'éviter tout ce qui peut ressembler à une "méthode descendante". De ce point de vue il est déterminant de savoir aller au rythme des gens, respecter la maturation des esprits et des débats, etc. Mieux vaut ne pas diffuser un tract dans une manifestation que de le sortir sous la seule responsabilité

de l'animateur d'un groupe. Mieux vaut laisser mûrir une question que de la trancher de manière trop hâtive. C'est ainsi que l'association a procédé en publiant des documents sur des thèmes comme l'ouverture des frontières ou le foulard islamique, sans trancher dans un premier temps (5). En 2002, l'association avait volontairement décidé de ne pas prendre position sur le second tour de l'élection présidentielle (opposant alors Chirac à Le Pen). Faute d'un sérieux débat préalable, elle aurait été amenée à trancher dans la précipitation, au risque de divisions et de positions mal-maîtrisées. Finalement, la majorité des militants s'est trouvée d'accord pour dire à posteriori que le vote Chirac avait été un leurre. Nous disposons désormais d'un point de vue largement partagé et d'une expérience commune qui sera cette fois un acquis dans des situations comparables si elles doivent survenir.

L'auto-critique n'est pas le fort des organisations, quelle que soit leur nature. C'est encore moins le fort des militants individuellement. Pourtant, il n'y a pas de processus de conscientisation sans bilans collectifs et y compris sans bilan collectif des attitudes individuelles des animateurs. Nous n'en sommes pas encore là, du moins pas tous, la méthode de travail que nous proposons n'étant pas encore totalement assimilée et partagée par tous nos animateurs, au moins les plus "récents" dans l'association. J'espère que cet exposé y contribuera.

20/07/2004

Notes

- (1) Dominique Cornet: "la notion de lutte des classes" (in Militant n°5, juin 2004)
- (2) Colette Humbert : "la conscientisation" (éditions L'Harmattan, épuisé)
- (3) <u>"Impressions de nos voyageurs après une journée à Trouville</u>", propos recueillis par Mohamed Rami
- (4) Raymond Debord : <u>"enquête et conscientisation"</u> (2001)
- (5) Raymond Debord <u>"faut-il revendiquer l'ouverture des frontières ?"</u> (2004) Roger Paturaud <u>"libre circulation des personnes"</u> (2004) Raymond Debord <u>"à propos de la loi sur la laïcité"</u> (2004) Roger Paturaud <u>"le voile en marche en Europe"</u> (2004).